

## Nouvelles locales du jeudi 25 février 2016

@rib News, 25/02/2016 **Le Droit de l'Homme** - Le coordinateur national du parti MSD, Berchmas Ntibazonkiza a été arrêté ce jeudi matin par la police burundaise. L'interpellation a eu lieu à Gitaza en province de Rumonge. Sa famille n'a pas de nouvelles depuis et dit craindre pour sa sécurité. Les défenseurs des droits humains indiquent que ce membre influent du parti MSD avait échappé à une tentative d'assassinat au mois de juillet 2015.

- La circulation dans le centre-ville de Bujumbura a été perturbée ce jeudi matin. Les automobilistes et les piétons enchaînent contraintes et difficultés dans leurs déplacements. La faute aux cortèges des délégations de l'Union Africaine. Les conducteurs s'interrogent comme quoi ils ne vont rien faire toute la journée parce qu'il y'a des présidents qui visitent le pays. Les tenanciers des petits commerces qui longent la chaussée Prince Louis Rwagasore ont d'ailleurs été obligés de fermer. - Le Jeune lieutenant Aristide Mbonicura arrêté mardi dernier est toujours entre les mains des agents du Service national de renseignement. Des observateurs de la division des Droits de l'homme de l'ONU et de l'Union Africaine lui ont rendu visite ce mercredi. Aucune charge ne pèse contre lui, selon des magistrats qui l'ont interrogé. Il avait été soupçonné d'être parmi les personnes ayant lancé des grenades lundi de cette semaine. Ses camarades de classe dénoncent le comportement du SNR qui détient injustement un militaire. Selon eux, s'il est poursuivi de telle ou telle autre faute, c'est à la police militaire de s'en charger. Ils dénoncent aussi le fait que le commandant de l'Isca ne s'implique pas comme il se doit. **Sécurité** - Un certain Sado a été gravement blessé suite à un tir de policier la nuit de lundi à mardi sur la 4e avenue du quartier Nyamugari à Gitega. La victime, un garçon de 18 ans s'est interposé quand des policiers ont mené l'interpellation de plusieurs personnes. Le jeune est dans un état critique et la police de Gitega a indiqué que le policier auteur de ce tir avait été arrêté et incarcéré. - Eddy Ntakiyiruta alias "Ndayishimiye" est cet étudiant finaliste en droit de l'université Sagesse d'Afrique tué lundi soir vers 16 heures lors d'une intervention de la police dans le quartier de Kakijiji en zone de Kanyosha. Les proches affirment qu'un groupe de policiers est arrivé à bord d'une voiture de type TI. La jeune victime se trouvait en compagnie d'autres jeunes. Le groupe a pris peur et a cherché à fuir. Eddy n'a pas eu le temps de se cacher. Après une courte discussion avec les policiers, il a tenté de s'extirper et c'est à ce moment qu'un homme en civil lui a tiré dessus. Selon un membre du conseil de quartier où s'est déroulé le drame, des individus en civil et des policiers effectuent des patrouilles en fin de journée et durant la nuit. Ces derniers arrêtent des jeunes qu'ils croisent en cours de chemin. La population ne se sent guère en sécurité depuis l'apparition des patrouilles. **Diplomatie** - Le président sud-africain Jacob Zuma et le premier ministre de l'Ethiopie ont atterri à l'aéroport international de Bujumbura ce jeudi matin. Le président mauritanien et celui de Sénégal sont arrivés ce mercredi soir. Tous font partie d'une délégation dite de haut niveau de l'Union Africaine. Ils viennent tenter de convaincre le président Nkurunziza d'accepter des négociations inclusives pour trouver solution à la crise qui secoue le pays depuis 10 mois. Les chefs d'États africains qui composent la délégation de haut niveau annoncée à Addis Abeba fin janvier arrivent chacun leur tour à Bujumbura. Ce mercredi après-midi, c'est le mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz qui a été le premier à atterrir à l'aéroport international de Bujumbura. Il a été accueilli par son homologue burundais Pierre Nkurunziza. Le sénégalais Maky Sall est arrivé ce mercredi dans la soirée. Quant au sud-africain Jacob Zuma, il est arrivé ce jeudi matin. La mission de ces dirigeants est on ne peut plus claire : convaincre le pouvoir burundais de débiter un dialogue inclusif et de régler pacifiquement la crise qui secoue le pays depuis plus de neuf mois.